

La France sévèrement pointée du doigt par la CSI dans son rapport sur l'état des droits syndicaux dans le monde 2023 !

« **En France**, des syndicats ont organisé de grandes manifestations pour protester contre la décision controversée et antidémocratique de relever l'âge de la retraite. Leurs manifestations légales ont donné lieu à **des brutalités policières**, à **des arrestations aveugles** et à **des attaques au gaz lacrymogène** de la part de la police et des forces de sécurité. »

(Extrait de l'Indice CSI des droits dans le monde 2023¹)

La nouvelle n'a pas manqué de faire le tour des médias français, à l'image du Monde le 30 juin dernier qui titrait « *L'Etat français accusé de « brutalités policières » et « d arrestations aveugles » dans les manifestations par la Confédération syndicale internationale* »².

La France se trouve mentionnée à plusieurs reprises parmi les pays les moins respectueux des droits dans le monde cette année. Le pays est cité à plusieurs reprises dans le rapport 2023, aux côtés d'autres beaucoup moins avancés en la matière, et ce en des termes fort peu élogieux. Un constat sans appel, auquel n'a pas manqué de contribuer la CGT dans ses réponses à un questionnaire communiqué à la CSI en février dernier.

Le ton est donné dès l'avant-propos du document, selon lequel « *Que ce soit en **Eswatini**, au **Myanmar** ou au **Pérou**, en **France**, en **Iran** ou en **Corée**, les travailleurs réclament le respect de leurs droits, mais ne sont pas entendus et les forces de l'ordre réagissent de plus en plus brutalement à leur mécontentement.* »

Il est bien évidemment fait référence aux manifestations qui ont eu lieu partout en France en ce début d'année, témoignage d'une ampleur quasi inédite de la colère légitime des français.es lors de la lutte contre la réforme des retraites.

¹ <https://www.globalrightsindex.org/fr/2023>

² https://www.lemonde.fr/economie/article/2023/06/30/la-confederation-syndicale-internationale-accuse-la-france-de-brutalites-policieres-et-d-arrestations-aveugles-dans-les-manifestations_6179872_3234.html

Note de l'Espace International



Le rapport explique en effet que, si « **L'Europe a longtemps été considérée comme un bastion de la démocratie et des droits (...)** », cela n'a eu de cesse de se dégrader au cours de ces dix dernières années. « **En Belgique, en France et aux Pays-Bas, les travailleurs ont aussi subi un durcissement des restrictions et ont essuyé le refus des gouvernements et des employeurs de négocier avec les représentants syndicaux.** ».

S'agissant des atteintes à la liberté d'expression et de réunion, la France figure aux côtés d'autres pays du monde faisant montre « *de fortes restrictions de ces droits* » à l'égard des travailleurs.euses, à l'image du Burkina Fasso, de l'Egypte, du Zimbabwe, mais également... de l'Iran et du Belarus !

Enfin, le pays des droits de l'homme est pointé pour ses pratiques d'arrestations, de détentions et d'emprisonnements arbitraires à l'encontre des travailleurs.euses « *pour avoir fait valoir leurs droits fondamentaux* », puisque mentionné de nouveau dans le rapport au côté du Salvador, de la Guinée-Bissau, de Hong Kong, de l'Inde, de l'Iran, du Myanmar, de la Turquie et du Zimbabwe.

Une telle dégradation de l'état des droits et libertés syndicales en France est aussi impressionnante qu'inquiétante, ce que n'a pas manqué de souligner Luc Triangle, secrétaire général par intérim de la CSI, lors de la Conférence en ligne de présentation du rapport, le 30 juin dernier.

Dans le contexte actuel de violences qui a suivi la mort du jeune Nahel, tué par un policier lors d'un contrôle routier à Nanterre le 27 juin 2023, le constat formulé par la CSI dans son rapport à l'encontre de la France prend une résonance encore plus alarmante.

Il est urgent que le Gouvernement prenne au plus vite la mesure de la situation et s'emploie à faire respecter les droits et libertés syndicales dans le pays. La CGT n'aura de cesse de dénoncer toutes violations de ces droits, autant que nécessaire, pour qu'il soit enfin mis un terme aux répressions et persécutions à l'encontre de travailleurs.euses.